

Le génie du patrimoine

Par M. Louis-Philippe MORIN, expert-comptable

Au cours de janvier dernier, M. Louis-Philippe Morin a fait une causerie, à l'occasion d'une réunion mensuelle des membres de la Société des Arts, Sciences et Lettres. Notre excellent ami a bien voulu consentir à en donner une première série de quelques extraits aux lecteurs du Terroir.

Les idées émises, et sous une jolie forme littéraire, ne manquent pas de hardiesse. "Confident des hommes d'argent, disait-il, au début de sa causerie, le comptable public ne peut affronter la tribune sans s'exposer à trahir ses clients, et la nature même de ses occupations le porte au silence le plus discret, de sorte que l'imagination et la sensibilité sont bridées à l'extrême par la froide et desséchante raison." Mais à la lecture de ce qui suit on pourra vraiment constater que non-seulement le profession de comptable permet d'avoir l'âme humaine mais d'être aussi un bon écrivain pour "réhabiliter l'argent."

— *Le DIRECTEUR.*

Notre devoir économique.— L'expérience bolchéviste, — en regard de la solidité des patrimoines grâce auxquels nous pouvons espérer passer la crise d'après-guerre sans aucune perturbation sociale sérieuse, — est bien de nature à nous ancrer définitivement dans nos convictions à ce sujet. Parmi tous les charmes de la nature, nous possédons encore, en effet, les meilleurs facteurs de prospérité : sol, capital et main-d'œuvre. Nous avons donc tous les droits d'espérer, pour peu que nous sachions nous classer parmi les optimistes, c'est-à-dire les sauveurs de peuples dans les grands dérangements sociaux.

Tout peuple florissant met la nature à son service. Pour que le nôtre grandisse, nous devons cultiver le facteur matériel. Nos ressources prodigieuses nous feraient un crime de les livrer à des mains étrangères. Nos industries et notre commerce peuvent légitimement prétendre aux marchés les plus avantageux comme les plus éloignés. Notre agriculture réclame toute notre affection et le sol qu'elle fertilise fait appel à toutes nos énergies pour que nous prenions profondément racine dans son sein et que nous y puisions la sève des races immortelles. C'est là d'ailleurs la base essentielle de notre avenir économique.

Toute nation, d'autre part, a droit à son indépendance politique quand elle a franchi certains degrés et alors que les éléments qui la composent ont atteint une maturité capable de la faire vivre par elle-même. Le premier degré à franchir est, pour nous, la constitution d'une société canadienne solidement édifiée sur les principes chrétiens lui permettant de défier les siècles. Mais ce degré ne se franchira que de façon parallèle à notre affranchissement économique. Notre avenir comme nation nous impose donc de doter notre pays d'une armature économique propre à fortifier notre armature sociale et politique. La beauté de notre pays, la richesse de son sol, l'abondance de ses trésors naturels doit remuer ce qu'il y a de meilleur en nous, afin de prendre rang parmi les races fortes de la terre, car, avec notre âme fervente, chevaleresque et courageuse, nous n'aurons plus qu'à faire servir la nature judicieusement pour atteindre la plus haute apogée nationale.

2. *Réhabiliter l'argent.*— Si nous scrutons nos souvenirs de collègue, n'y reconnaît-on pas certains errements de la part de nos écrivains et pédagogues, tant de fois responsables du renversement de la hiérarchie de nos valeurs sociales par une fausse orientation de leurs disciples selon des conceptions erronnées. N'ont-ils pas cru trop longtemps qu'ils étaient nos conducteurs, nos chefs, quand, en réalité, dans une société bien ordonnée, les éducateurs ne sont que les serviteurs, serviteurs très nobles et très distingués sans doute et le plus souvent les plus méritants devant Dieu, mais serviteurs tout de même des vrais chefs sociaux à qui incombe la création et la garde

des patrimoines, sans lesquels aucune société humaine ne peut prospérer et se maintenir. C'est dans cette attitude malheureuse qu'ils ont dirigé vers les villes les plus belles intelligences et appauvri d'autant nos campagnes que l'on a cru devoir laisser en lot aux moins brillants. Il a fallu rien moins que la puissance vivifiante et éducatrice de la terre pour renouveler les forces vives qu'on lui arrachait si maladroitement. Mais combien aussi a-t-on diminué nos forces vitales en privant notre première industrie de ses meilleurs sujets ?

C'est dans nos programmes d'enseignement et dans nos manuels scolaires que se trahit le plus cet état d'esprit désastreux. Le grand et premier remède de l'heure n'est-il pas de caractériser notre enseignement par des couleurs locales bien nettes, selon le milieu où il est donné : qu'il soit ruralisé à la campagne, industrialisé dans les milieux ouvriers, commercialisé dans les milieux bourgeois, afin qu'autant que possible les fils continuent la carrière de leur père et profitent mieux de leur atavisme respectif. Ce qui n'exclut pas les exceptions dont les aptitudes spéciales désignent à d'autres sphères d'activités ; mais cela comporte une orientation plus conforme aux aptitudes naturelles et assure une meilleure continuité d'efforts productifs. Jusqu'à présent, notre enseignement secondaire a cru que les seules carrières dignes de ses élèves étaient les professions et l'on en a fait des avocats, des notaires, des médecins, et il en faut assurément ; mais de vrais continuateurs de nos plus saines traditions, capables de protéger nos positions acquises et de multiplier nos valeurs sociales et économiques, il semble qu'on s'en soit désintéressé. Il y a bien eu Jean Rivard et quelques autres manifestations heureuses, mais combien pâles à côté de ces appels incessants des intellectuels, venant surenchérir l'action néfaste du mirage des villes. Notre enseignement primaire a cru de son côté que sa seule issue convenable était le commerce ; d'où notre industrie et notre agriculture ont toutes les peines du monde à garder dans leurs rangs des hommes d'instruction suffisante pour les exigences d'aujourd'hui. Ne pouvons-nous pas expliquer par là cette affluence d'employés de bureau gagnant misérablement leur vie, à cause d'une surabondance de candidats aux emplois disponibles. La profusion des intermédiaires, une des causes certaines de l'augmentation du coût de la vie, ne provient-elle pas aussi de la même erreur pédagogique. D'autre part, si nos classes rurales tombent dans une ignorance ruineuse, n'est-ce pas dû en grande partie à la formation trop commercialisée de nos collègues de campagne qui opèrent, à flot continu, l'exode de la plupart des paysans de quelque instruction. Comment la campagne peut-elle conserver ses attraits, si on la place dans un état d'infériorité intellectuelle ? Cela constitue l'épuisement le plus triste dont nous souffrons depuis plusieurs générations. Arrêtons ce courant de mort, si nous ne voulons pas que nos réservoirs sociaux ne se tarissent !

Serait-il osé de dire que nos campagnes souffrent d'anémie intellectuelle à cause de ces extractions aveugles. Pendant que les villes renouvellent les forces qu'elles déciment sans cesse traîtreusement, les campagnes sont saignées à blanc. Que l'on ne soit pas surpris alors si leurs charmes diminuent. Ah ! que d'illusions ont entreteenu nos pères en laissant les écrivains et les pédagogues entraîner la jeunesse, bien inconsciemment c'est certain, — vers les centres urbains, y augmentant trop souvent le nombre des parasites, qui autrement auraient fourni un champ magnifique pour y recruter ces excitateurs d'énergie si indispensables à la vitalité d'un peuple. Les classes moins favorisées, se sentent bientôt "désespérément seules", sans chefs véritables pour les guider dans leurs travaux, n'ont pas tardé à suivre le courant et nous assistons, inquiets, troublés même,

(Suite à la page IX)